

## A

### **LA COMMISSION DES ENTREPRISES DE SERVICE PUBLIC DU NOUVEAU-BRUNSWICK**

**DANS L'AFFAIRE** d'une demande de permis présentée par Enbridge Gaz Nouveau-Brunswick pour construire des pipelines afin d'assurer un service de distribution de gaz naturel à St. Stephen

### **AVIS**

LA Commission des entreprises de service public a reçu d'Enbridge Gaz Nouveau-Brunswick inc. en sa qualité de partenaire général d'Enbridge Gas New Brunswick Limited Partnership (EGNB) une demande de permis datée du 10 janvier 2003 (la demande), pour construire des pipelines afin d'assurer un service de distribution de gaz naturel à St. Stephen, au Nouveau-Brunswick;

**AVIS EST DONNÉ PAR LES PRÉSENTES** que la Commission a ordonné ce qui suit :

1. Le 24 mars 2003, à compter de 10 h, aura lieu à la Légion de St. Stephen, 43, rue Queen Ouest à St. Stephen, au Nouveau-Brunswick, une conférence préparatoire à l'audience à laquelle EGNB, les intervenants et les autres parties intéressées devraient assister et formuler des commentaires sur les sujets suivants :
  - a) les procédures à suivre pour examiner la demande;
  - b) les procédures à suivre relativement à l'audience publique;
  - c) toute autre question s'y rapportant.
2. Les personnes qui prévoient intervenir à l'audience doivent au plus tard le 19 mars 2003 en aviser par écrit la Commission à l'adresse ci-dessous et EGNB au 440, chemin

Wilsey, bureau 203, Fredericton (N.-B.) E3B 7G5 à l'attention de Tim Walker, téléphone 506 444-773, télécopieur 506 457-7753, courriel tim.walker@enbridge.com en indiquant :

- a) leur intention de se présenter ou non à la conférence préparatoire à l'audience et la langue officielle dans laquelle elles veulent être entendues;
  - b) le nom de la personne et de son représentant autorisé et l'adresse postale, l'adresse aux fins de signification à personne, le numéro de téléphone et tout autre numéro de télécommunication de la personne ou de son représentant autorisé;
  - c) comment leur intérêt justifie leur qualité d'intervenant dans l'instance;
  - d) les questions qu'elles ont l'intention d'aborder lors de la procédure ou, si elles n'ont pas l'intention de participer activement à la procédure, les raisons pour lesquelles leur intérêt justifie leur qualité d'intervenant dans l'instance.
3. Une personne qui est incapable, en raison d'incapacité ou d'un délai insuffisant pour étudier la demande et l'information supplémentaire fournie à la Commission à l'appui de la demande, d'inclure dans l'intervention écrite l'information exigée au paragraphe 2d), doit :
- a) fournir une déclaration contenue dans la demande d'intervention expliquant pourquoi elle a été incapable d'étudier la demande et l'information supplémentaire fournie à la Commission à l'appui de la demande ou pourquoi le délai était insuffisant;
  - b) le plus tôt possible après la date de signification d'une copie de la demande et de l'information supplémentaire fournie à la Commission à l'appui de la demande, ou le plus tôt possible après la date du dépôt de l'intervention écrite, selon la date qui survient la dernière, déposer devant la Commission et signifier à EGNB, un supplément à l'intervention écrite contenant l'information exigée au paragraphe 2d).

4. Les personnes qui ne souhaitent pas intervenir de manière formelle mais qui veulent exprimer des commentaires à la Commission concernant la procédure doivent le faire par écrit en avisant la Commission et EGNB, aux adresses ci-dessous, au plus tard le 19 mars 2003, de leur intention de déposer une lettre de commentaires.
  
5. La demande et toute autre information supplémentaire fournie à la Commission pour appuyer la demande, ainsi qu'une copie de l'ordonnance de la Commission, seront déposées pour être examinées par les parties intéressées, pendant les heures normales, au bureau de la Commission à Saint John, au Nouveau-Brunswick, au bureau de EGNB à Fredericton, au Nouveau-Brunswick, au bureau municipal de la ville de St. Stephen, à St. Stephen, au Nouveau-Brunswick, au plus tard à 17 h, le 4 mars 2003. Les personnes qui souhaitent recevoir une copie de la demande et de l'information supplémentaire doivent communiquer avec EGNB.

**FAIT** à Saint John, au Nouveau-Brunswick, le 20 février 2003.

**POUR LA COMMISSION**

---

Lorraine R. Légère  
Secrétaire de la Commission

Commission des entreprises de service public  
C.P. 5001  
15, Market Square, bureau 1400  
Saint John (Nouveau-Brunswick)  
E2L 1E8

Téléphone : 506 658-2504  
Télécopieur : 506 643-7300  
Courriel : [general@pub.nb.ca](mailto:general@pub.nb.ca)